

**Zeitschrift:** Défis / proJURA  
**Herausgeber:** proJURA  
**Band:** 8 (2010)  
**Heft:** 23: L'eau : capital et capitale pour l'homme

**Artikel:** Le contrat de rivière Allaine (CDRA) : une collaboration transfrontalière dans le domaine de la gestion des eaux  
**Autor:** Moritz, Denis  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-823962>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 03.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



## LE CONTRAT DE RIVIÈRE ALLAINES (CDRA)

# Une collaboration trans-frontalière dans le domaine de la gestion des eaux

Par Denis Moritz

Office de l'Environnement  
de la République et Canton du Jura



Les acteurs français et suisses du bassin de l'Allaine sont attachés à la mise en place d'une gestion des eaux concertée à l'échelle du bassin versant hydrographique. Pour ce faire, chaque Etat se conforme à la réglementation qui s'y rattache: la Directive Cadre Européenne sur l'Eau et le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), côté français; le Plan sectoriel des Eaux (PsEaux), côté suisse (voir encadré 1).

Chaque état disposant de ses propres outils d'analyse et de gestion, il est apparu capital de pouvoir mettre en place un partenariat international qui garde une cohérence aux politiques menées sur l'ensemble du bassin versant. La procédure du Contrat de rivière est le dispositif de cohésion choisi, car il permet à deux pays, dont le fonctionnement des institutions diffère (voir encadré 2), de mettre en œuvre des mesures concertées dans un cadre réglementaire acceptable.

## Le Plan sectoriel des eaux du Canton du Jura (PsEaux)

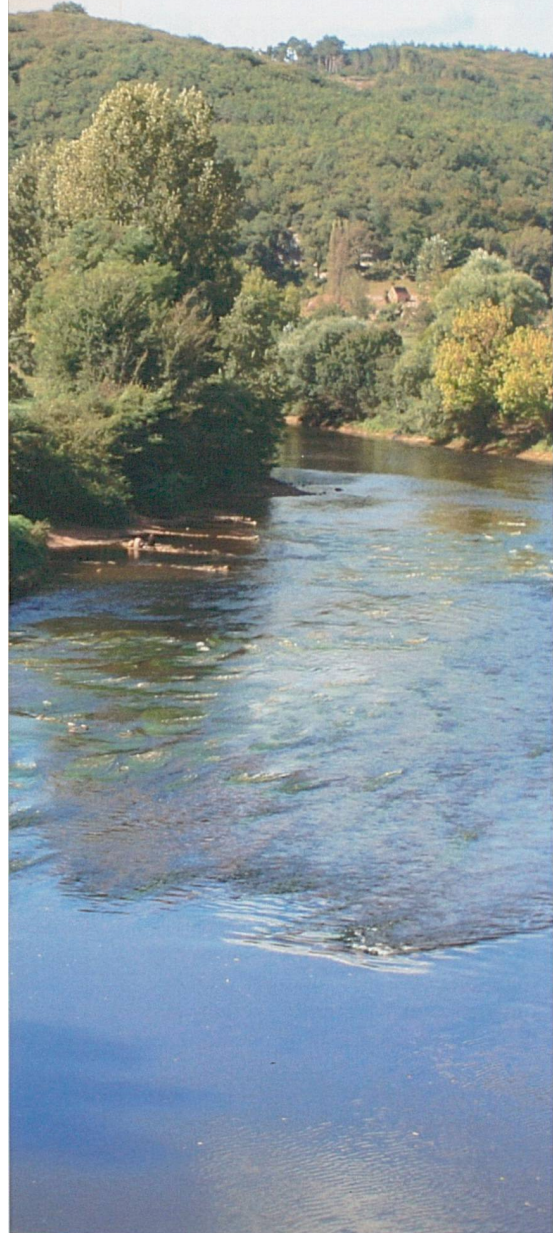
La RCJU mène une politique volontariste de gestion globale des eaux. Le Plan sectoriel des eaux (PsEaux) - planification cantonale contraignante pour les collectivités publiques locales - en est le principal instrument de conduite. Le PsEaux est une planification directrice solide, cohérente et bien communiquée, basée sur la mise en évidence du rapport coût/bénéfice des mesures, pour garantir la maîtrise de la gestion globale des eaux, obtenir une large adhésion de la population, assurer de bons résultats et utiliser judicieusement les deniers publics. Il poursuit les objectifs suivants :

- Une eau potable de qualité irréprochable en tout temps;
- Une protection adéquate contre les crues;
- Des cours d'eau attractifs proches de l'état naturel;
- De l'eau de bonne qualité et en quantité suffisante dans les cours d'eau;
- Une gestion durable des infrastructures.

Il est structuré par bassin versant (Allaine, Birse et Doubs) et traite pour chacun d'eux des trois volets de la gestion des eaux, à savoir l'approvisionnement, l'assainissement et les eaux de surface.

Le PsEaux, en cours d'élaboration, sera achevé en 2014. Il fixe les objectifs et les actions à mener pour l'eau potable, l'assainissement, et les cours d'eau. Il sera approuvé par le Gouvernement jurassien et ratifié par le Parlement dans le cadre d'une modification du Plan directeur cantonal. Il entrera alors en force pour les autorités cantonales et communales. En conséquence, les autorités communales concernées au premier chef par les mesures inscrites dans le PsEaux, ne seront véritablement liées par l'obligation d'agir qu'au terme de ce processus de planification directrice.

En Suisse, les compétences réglementaires et décisives sont rassemblées au niveau cantonal. En France, elles sont séparées. La réglementation incombe à l'Etat français (Ministère de l'environnement). La décision d'engager les actions revient à la Région (Franche-Comté) et au Département (CG90), lequel peut déléguer certaines de ses compétences aux communes, la Communauté de Communes du Sud Territoire (CCST) au présent cas de figure.









- de ramener les risques d'inondation à un niveau acceptable;
- de préserver les ressources en eau potable;
- de sensibiliser le public aux enjeux liés à l'eau.

## En quoi consiste le programme d'actions ?

Le programme d'actions est composé de 90 fiches-actions, françaises (47), suisses (32) et franco-suisses (11).

Les fiches-actions sont regroupées en 9 grands volets:

- Assainissement (épuration des eaux);
- Maîtrise des pollutions et des rejets;
- Maîtrise des pollutions agricole et urbaine;

- Restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques;
- Amélioration de la culture du risque inondation;
- Préservation et amélioration de la ressource en eau potable;
- Développement des loisirs liés à l'eau et petit patrimoine;
- Communication, information, sensibilisation;
- Animation et suivi technique des actions à l'échelle du bassin versant.

Chaque fiche identifie notamment: le porteur de l'action; le degré de priorité de l'action et sa durée (début et fin); le contexte; les objectifs; la description du projet; les coûts et le plan de financement.

Un groupe de pilotage franco-suisse assure le suivi de la mise en œuvre des 90 mesures.

## Quel est l'intérêt du CdRA pour la RCJU ?

Le CdRA offre à la RCJU l'opportunité de coordonner avantageusement ses actions avec la France et permet de dresser un inventaire des mesures à réaliser à court terme (horizon 2015) dans les différents domaines de la gestion des eaux à l'échelle d'un bassin versant hydrographique de l'Allaine.

Pour la RCJU, le CdRA est donc essentiellement utile comme le catalyseur d'une action générale et durable de la gestion des eaux dans tout le bassin versant en adéquation avec les politiques fédérale et cantonale de gestion des eaux.

